RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
23 octobre 2023
PROCÈS VERBAL

1. ACCUEIL

Présents :	Claire Carver-Dias, présidente	David Bedford, administrateur
	Trevino Betty, administrateur	Karen Hacker, administratrice
	Ava Hill, administratrice	Patrick Kenny, administrateur (virtuel)
	Greg Maychak, administrateur (virtuel)	Myles Spencer, administrateur
	Robert Law, porte-parole des athlètes	Carlene Variyan, administratrice nommée
Invités :	Rick Powers, ancien président	Bruce Robertson, vice-président CGF
	Monique Allain, présidente CCHP	
Personnel de CSC :	Brian MacPherson, chef de la direction	Kelly Laframboise, rapporteuse
Absents :	Keith Gillam, trésorier	
	Linda Cuthbert, comité des sports de la CGF	
	Nicole Forrester, conseil des athlètes de la CGF	

La réunion a été déclarée ouverte à 10 h 05 (HE), le quorum étant atteint. Tous les participants ont été accueillis et une reconnaissance du territoire a suivi.

2. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Motion proposée par Myles Spencer ; appuyée par David Bedford

« Que l'ordre du jour soit approuvé tel que distribué ». **APPROUVÉE.**

3. RÉSOLUTIONS EN BLOC

Motion proposée par **Ava Hill** ; appuyée par **Karen Hacker**

« En l'absence d'objections, les résolutions en bloc ont été approuvées à l'unanimité. Les résolutions en bloc incluent les résolutions suivantes : 3.1 Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 juin 2023 et 3.2 Certificat de conformité. **APPROUVÉE.**

4. RAPPORTS

4.1 Mise à jour de la CGF

Une brève mise à jour a été fournie, indiquant que la majorité du récent travail de la CGF s'oriente sur les préparatifs pour l'Assemblée générale, les répercussions de l'abandon de la province de Victoria (AUS) comme hôtesse des Jeux du Commonwealth de 2026 et l'exploration de la candidature de l'Alberta en vue des Jeux du Commonwealth de 2030.

- La CGF a reçu un règlement de 380 millions $ (AUS) de Victoria (AUS), dont une portion sera acheminée à la nouvelle ville hôtesse des Jeux du Commonwealth de 2026.

- La CGF encourage l'Australie à identifier une autre région ou ville hôtesse.
- La CGF est en pourparlers avec d'autres villes et pays qui avaient précédemment exprimé un intérêt à accueillir les Jeux, afin de déterminer s'il existe une possibilité pour 2026.
- Peu de renseignements ont été diffusés jusqu'ici, la CCG espère fournir une mise à jour sur la situation en vue des Jeux du Commonwealth de 2026 à l'Assemblée générale de 2023.
- La CGF a retenu les services de Portas pour obtenir des points de vue et des idées pour l'avenir des Jeux du Commonwealth. Ce rapport a été déposé auprès du Comité exécutif de la CGF.
- D'autres consultations auront lieu avec les AJC lors d'une session à l'Assemblée générale.

4.2 Rapport annuel 2023 de CSC – Questions et réponses

Une opportunité a été fourni après l'AGA pour poser des questions ou offrir ses commentaires. Aucune question n'a été posée.

5. FINANCES

Une mise à jour de l'aperçu financier quadriennal et des projections financières de CSC a été fournie. Les dépenses de CSC lors d'une période quadriennale se chiffrent à 5 millions $ alors que ses revenus représentent 4 millions $. Ce manque à gagner est compensé par une combinaison de frais prélevés par le programme « payer pour jouer » d'Équipe Canada, de contributions additionnelles du gouvernement et/ou du comité organisateur des Jeux et/ou du Fonds de réserve de CSC de 1,5 millions $. La situation financière actuelle de CSC est la même qu'il y a 12 ans, de sorte que, si la situation demeure semblable, les programmes et services de CSC pourraient demeurer les mêmes pour les 12 prochaines années.

Des modifications proposées au budget 2023-2024 ont été présentées, ajustant le déficit de 129 000 à 121 000 $.

Motion proposée par **Rob Law** ; appuyée par **David Bedford** « Que les modifications budgétaires soient approuvées telles que présentées, ajustant le déficit approuvé à 121 000 $. » **APPROUVÉE.**

Deux questions/commentaires ont suivi la discussion :

- Le prêt sans intérêt de 500 000 $ garanti par le gouvernement à AB2030 a été remboursé à CSC et investi dans des CPG portant intérêt à 5 %.
- Le gouvernement de l'Alberta a cessé son exploration d'une candidature d'AB2030 en partie à cause de l'abandon de l'accueil des JdC de 2026 par Victoria (AUS). CSC soumettra une demande à la CGF pour le remboursement de coûts reliés à la candidature d'AB2030.

6. AFFAIRES DU CONSEIL

6.1 Retrait de politiques – Politique de gestion de crise

Au nom du comité consultatif de la gouvernance, Myles a expliqué que la politique est aujourd'hui obsolète et redondante. Le comité consultatif de la gouvernance recommande de supprimer la politique.

Dans les rares cas où elle pourrait s'appliquer, le personnel peut s'adresser à la présidente pour la création d'un comité spécial, au besoin.

Motion proposée par **Myles Spencer** ; appuyée par **Trevino Betty** « Que la politique de gestion de crise soit supprimée de la liste de politiques de gouvernance en vigueur de CSC. » **APPROUVÉE.**

6.2 Mise à jour sur les candidatures et l'accueil des JdC

6.2.1 État actuel de candidatures au Canada

Une mise à jour au sujet des candidatures canadiennes pour les JdC a été fournie :

- Le gouvernement de l'Alberta s'est retiré de l'exploration d'une candidature en vue des JdC de 2030 en citant l'abandon de l'accueil des Jeux de 2026 par Victoria (AUS), le manque de temps pour l'élaboration d'une candidature pour les JdC de 2030 et que le budget proposé pour les JdC de 2030 était un fardeau trop lourd pour ses contribuables.
- D'autres villes canadiennes se sont renseignées, incluant Winnipeg, Ottawa, la ville de Québec, la région de Niagara et la région de Durham. CSC a indiqué à ces municipalités qu'il devait mettre en veille ces initiatives, jusqu'à ce que la CGF éclaircisse l'orientation future et le modèle des Jeux du Commonwealth.

6.2.2 « Des Jeux du Commonwealth (ré)imaginés »

Le Comité de candidature et d'accueil de CSC a rédigé un document de travail avec ses perspectives et idées pour l'avenir des Jeux du Commonwealth. Des modifications mineures ont été suggérées. Le document de travail sera soumis à la CGF.

6.3 Exercice pour les scénarios futurs de CSC

Le conseil a été divisé en deux groupes pour une activité de remue-méninges pour discuter des scénarios futurs pour CSC, avec l'hypothèse que les Jeux auront lieu, mais qu'ils n'auront pas lieu au Canada avant 2030. Il est rapidement devenu évident qu'il existe trop de facteurs inconnus à l'heure actuelle pour prendre des décisions éclairées. Il a été convenu qu'afin d'explorer de façon approfondie les scénarios futurs potentiels, CSC bénéficierait d'une modélisation financière de chacun des scénarios.

6.4 Plan stratégique de CSC – Un plan de planification

Un plan de planification multiphasique a été présenté. Une discussion a suivi au sujet de l'acquisition de données fiables des membres de CSC, du besoin de rencontres individuelles avec tous les intervenants et d'obtenir davantage de clarté au sujet du financement futur.

6.5 Élections de la CGF : candidature de R. Powers à titre de vice-président, stratégies et tactiques

Rick Powers est le candidat de CSC pour l'un des trois postes de VP de la CGF ; au moins une personne de chaque sexe doit être représentée parmi les trois postes en lice. Rick est l'un de 5 hommes et 2 femmes qui se présentent au poste. Parmi les stratégies et tactiques de Rick jusqu'ici : la création et la distribution d'un dépliant de campagne, des discussions avec plusieurs des délégués avec droit de vote et

« influenceurs » et la préparation de son discours pour l'Assemblée générale. Le conseil souhaite bonne chance à Rick !

7. VARIA

7.1 Examen du registre de risques

Quelques-uns des risques identifiés comme étant « élevés » ont fait l'objet de discussion et les mesures identifiées incluent : dans la section « perte d'une source de financement majeur » nous avons ajouté une mesure atténuante d'obtenir du soutien d'À nous le podium ; dans la section Finances, nous avons ajouté une mesure atténuante de modélisation financière et nous avons ajouté le risque de « aucun Jeux du Commonwealth dans le futur ».

8. SÉANCE À HUIS CLOS

Une séance à huis clos du conseil d'administration prévue à l'horaire a eu lieu. Les invités ne sont pas tenus de rester.

9. AJOURNEMENT

En l'absence de questions, commentaires ou préoccupations supplémentaires, la réunion a été levée.

Approuvé et dûment signé :

Claire Carver-Dias, présidente

23 octobre 2023
Date :